

APRÈS AVOIR CONDITIONNÉ L'ATTRIBUTION DE LA PUBLICITÉ À LA PRESSE

Joseph Ged reconsidère sa déclaration

Le directeur général de l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo qui avait conditionné l'octroi de la publicité par son entreprise à la presse nationale, s'est un peu rétracté. Reconsidérant sa déclaration, il assure qu'il n'y a ni «intimidation» ni «chantage».

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - Dans sa dernière sortie lors de la cérémonie annuelle en l'honneur de la presse nationale, tenue mercredi dernier à Alger, Joseph Ged avait annoncé que l'attribution de la publicité aux journaux sera conditionnée par le «respect» des régimes algérien et qatari, pays d'origine de l'entreprise. Une déclaration qui a d'ailleurs fait le buzz sur les réseaux

sociaux. Intervenant hier à Alger, le directeur général de Ooredoo a rejeté toute sorte de polémique. Il a estimé que la liberté de la presse et la liberté des annonceurs sont «indissociables». «Ces libertés doivent s'exercer toutes les deux dans le cadre de la loi 12-05», a-t-il dit. Selon lui, l'annonceur est libre de choisir le support tout comme l'éditeur qui, lui aussi, est libre de choisir sa ligne éditoriale. «Nous sommes un annonceur libre de ces choix certes, mais nous sommes aussi les premiers à respecter la ligne éditoriale de toute la presse et de tous les médias et sans exception», ajoute-t-il. Toutefois, il affirme que la publicité n'est point une obligation mais une action commerciale.

Evoquant la nouvelle stratégie de son entreprise, Joseph Ged exclut toute «intimidation» et «chantage». «Nous nous sommes



Joseph Ged.

toujours interdit d'interférer dans une ligne éditoriale». Seulement, il refuse toute «association» aux attaques personnelles «diffamatoires» et «non-conformes» à la loi. «Nous n'avons ni intérêts politiques, ni intérêts économiques et encore moins d'influence de changement de ligne éditoriale», dit-il encore.

Pour le patron de Ooredoo, tous ceux qui veulent faire l'amalgame et polémiquer ont libre champ de le faire, de parler et d'écrire mais «notre position ne changera pas», insiste-t-il. «Nous allons redémarrer et travailler avec le plus grand nombre d'organes de la presse selon les indicateurs objectifs et économiques tel que nous l'avons toujours fait sur la base de non-diffamation et du respect de la loi», précise-t-il encore.

Ry. N.

MODERNISATION
DU PATRIMOINE
FORESTIERLa FAO lance un
programme
de formation au profit
des forestiers

La FAO (Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture) va lancer un projet de formation et de l'enseignement au profit des forestiers. Le but étant de moderniser le secteur.

Nabil Assaf, président du bureau de la FAO en Algérie a expliqué que le bureau régional de la FAO basé au Caire a initié une étude de diagnostic de la situation forestière suite à la demande des pays membres. Selon lui, «les défis sont très importants dans le domaine et deviennent de plus en plus compliqués et les écosystèmes forestiers souffrent de plus en plus de problèmes qui conduisent à leur dépérissement, notamment les changements climatiques ; les intervenants doivent adapter leurs connaissances aux nouvelles données».

Le directeur général des forêts, pour sa part, a expliqué que quatre pays, l'Algérie, la Tunisie, le Maroc et le Soudan sont retenus pour formuler un projet d'adaptation des systèmes de formation et de l'enseignement dans le domaine forestier, notamment par rapport à la question de comment intégrer la population rurale dans le développement et la revalorisation du domaine forestier. Il a souligné que le patrimoine forestier en Afrique du Nord se trouve en particulier au niveau des territoires ruraux.

Ainsi, en Algérie, 14 millions d'habitants occupent ces territoires, soit 25 % de la population habitent dans les régions rurales. Ce programme de la FAO, souligne-t-il, vise à former les forestiers à prendre en compte les aspirations des populations rurales pour améliorer leurs conditions de vie. Ce dernier a rappelé que 10 000 projets ont été initiés au profit de la population rurale.

S. A.

HAMID GRINE À MASCARA :

«Je souscris à la demande d'Ooredoo»

En déplacement dans la wilaya de Mascara, M. Hamid Grine, après une visite de la maison de la presse et du siège de la maison de la radio locale Beni Chougrane, animera un point de presse.

Interrogé sur le mode de communication de certaines stations de radio, il déclarera qu'instruction avait été donnée afin que celles-ci s'adressent aux auditrices et audi-

teurs dans leur parler puisque s'agissant de radio locale. En d'autres termes, il leur préconise d'user de «l'algérien» afin que tout le monde comprenne.

Avant de donner la parole aux journalistes et soucieux probablement d'éviter les sujets qui fâchent, il demandera de s'en tenir au contexte du journaliste de proximité. Néanmoins, il répondra quand il sera interpellé sur l'octroi de la publicité par Ooredoo et les déclarations

de son directeur général. Je tiens à préciser, dira le ministre, que le directeur général d'Ooredoo a évoqué la question en décidant d'attribuer la publicité aux journaux qui font preuve de professionnalisme et en respectant l'éthique et la déontologie.

Il poursuivra avec ceci : «Je souscris à cette démarche car il n'est pas question d'attribuer la publicité aux titres qui insultent le pays et l'Etat». A propos de l'attribu-

tion de cartes professionnelles aux correspondants locaux, il fera savoir que le préalable à respecter était l'assainissement qui doit être opéré en expliquant que certains correspondants exerçaient sans relation contractuelle ni couverture sociale.

«Voilà pourquoi, a-t-il ajouté, j'ai contacté mon homologue. en l'occurrence le ministre du Travail. afin que des inspecteurs soient dépêchés pour assainir cette situation.

M. Medebber

EMPLOI

La 3G a boosté le recrutement via Internet en 2014

En Algérie, l'arrivée de la 3G dès le début de l'année passée, a eu un impact très important sur le recrutement via internet. En à peine un an, l'audience venant des terminaux mobiles a représenté 10% du total de l'audience. C'est ce qu'a indiqué le site spécialisé en recrutement Emploitic.com.

Salah Benreguia - Alger (Le Soir) - Le recrutement via internet a connu une évolution significative depuis l'avènement de la 3G en Algérie. En effet, l'arrivée de la 3G dès le début 2014 a eu un impact très important sur le recrutement sur Internet, selon le site Emploitic.com dans un communiqué parvenu à notre rédaction.

«L'audience venant des terminaux mobiles a représenté 10% du total de l'audience d'Emloitic et plus de 5% des candidatures se font à partir d'un terminal mobile. Nous relevons que 62% des appareils sont sous Android, 30% sous IOS et le reste partagé entre Windows mobile, Black Berry et autres. Rappelons qu'en 2014, il y a eu plus de

10 millions d'abonnés 3G, autant qu'internet fixe en 10 ans», souligne ce site spécialisé en recrutement via Internet.

Plus de 22 000 annonces d'emploi publiées sur les plus importants supports presse et web (13 médias suivis quotidiennement : 7 sites Internet et 6 quotidiens nationaux), selon la même source. «La tendance notée depuis ces trois dernières années s'est confirmée, puisque en 2014, comme en 2013 pas moins de 80% des annonces d'emploi comptabilisées ont été diffusées sur Internet», a-t-elle ajouté.

Le nombre d'annonces d'emploi sur ce site web a connu une croissance de plus de 20% entre 2013 et 2014. «Cette évolution du recrutement sur Internet s'explique par l'efficacité du web pour recruter rapidement et à moindre coût, mais aussi par une évolution des mentalités au sein des entreprises induite par un rajeunissement du management et l'utilisation qui tend à se généraliser des nouvelles technologies dans les différents processus de gestion», a expliqué la même source. Pour ce qui est des secteurs d'activité qui recrutent le plus via internet, la même

source soutient qu'à l'instar de l'année 2013, les mêmes tendances ont été enregistrées en 2014. «Les secteurs d'activité ont gardé dans l'ensemble la même répartition qu'en 2013. On retrouve en premier le secteur des services représenté principalement par les PME et qui a représenté 28% des annonces de recrutements sur Emploitic.com», selon ce site web. Par la suite le secteur du commerce et de la distribution qui a représenté 21% du total des annonces avec une baisse de 3 points comparativement à 2013. L'industrie et le BTP gardent leurs positions respectives avec 18% et 12% du total des annonces de recrutement. Le secteur de l'informatique et télécom a évolué de 2 point pour atteindre 11% du total des annonces grâce à une dynamique soutenue et à l'arrivée de la 3G. Par ailleurs, ledit communiqué a indiqué que le nombre de candidatures envoyées à travers le site a dépassé 1,8 million et ce en réponse à plus de 15 000 opportunités d'emploi diffusées, ce qui fait en moyenne 120 candidatures pour chaque poste.

S. B.

APRÈS SIX JOURS DE GRÈVE

Le Cnapest réclame l'intervention des «hautes autorités»

Sixième jour de grève du Cnapest. Le syndicat est toujours en attente de «garanties» avant de mettre un terme à son mouvement. Son coordonnateur national est convaincu que si la ministre de l'Education n'a pas les coudées franches pour régler les problèmes, aucune solution ne peut se profiler à l'horizon. Benghebrit, regrette-t-il, est «menottée» et sans le soutien du gouvernement, elle ne peut offrir les garanties exigées.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Toujours en grève, le Cnapest est en attente de «garanties» qui ne viennent toujours pas. Nouar Larbi, qui était hier l'invité du forum de Liberté, estime que la majorité des revendications de son syndicat ne sont pas du seul ressort du ministère de l'Education. Le plus simple des textes qui régit le secteur, dit-il, est un décret signé par le Premier ministre. C'est pour cette raison que Nouar Larbi

en appelle aux «plus hautes autorités du pays». La solution ? C'est de réinstaurer le climat de confiance. Il dresse un sévère bilan de la «présentation» de la ministre de l'Education.

Le coordonnateur du Cnapest estime que cette dernière est un «interlocuteur sans pouvoir de décision» qui se contente de collecter les revendications des syndicats qu'elle transmet au ministre des Finances et à la Fonction publique. Il évoque une expérience amère avec l'actuelle locataire du département de l'éducation qui, dit-il, n'a «rien fait pour améliorer les conditions des travailleurs de l'éducation». Il en veut pour preuve, la signature d'une multitude de procès-verbaux qui n'ont pas été honorés. Ces derniers, dit-il, ont perdu «toute crédibilité».

Preuve de l'impasse, considère Nouar Larbi, les 500 heures de rencontres avec les syndicats qui n'ont pas été fructueuses. Le fond du problème, résume-t-il, réside dans le fait que la tutelle n'a jamais pris l'initiative de répondre aux attentes

des syndicats en temps de trêve, se contentant de ne réagir que sous la pression de la grève. Le Cnapest ne pressent «aucune volonté politique» de règlement des problèmes en suspens puisque, selon Nouar Larbi, toutes les promesses du ministère «sont conjuguées au conditionnel». Il en veut pour preuve, la revendication relative à la prime de zone qui est toujours calculée sur le salaire de base de 1966 et qui date de 2003. C'est également le cas pour le règlement de la situation des enseignants dits «en voie d'extinction». Nouar Larbi affirme que les enseignants ne refusent pas la formation, mais de l'aveu même de la ministre de l'Education, cette formation imposée aux enseignants n'est qu'une formalité pour répondre aux exigences de la Fonction publique. Nouria Benghebrit, dit-il, avait avoué qu'il s'agissait de formations budgétivores sans rapport avec les besoins des enseignants.

N. I.